

SPIP 89 : le Père Noël n'existe pas, le dialogue non plus !

Malgré les demandes de dialogue exprimées par le Tract de la CGT du 18/11/2025, resté lettre morte et la déclaration liminaire faite lors du CSA SSCT du 09/12/2025, **la direction du SPIP 89 campe sur ses positions et continue de nier sa responsabilité dans le manque de dialogue.**

Par exemple, suite à sa mise en cause personnelle par un agent dans le registre de santé et sécurité au travail le 16/10/2025, alors que, pour d'autres signalements, elle amène des réponses appelant au dialogue et à l'apaisement, **la DFSPIP a formulé, dans le registre, une sorte de droit de réponse, amas de reproches et d'invectives sur les compétences professionnelles et personnelles de l'agent sans rien envisager pour rétablir une relation interpersonnelle sereine.** Pire encore, elle a décidé qu'il appartenait à la cheffe d'antenne d'Auxerre de reprendre le rôle du cadre avec l'agent alors que cette dernière ne le maîtrise et ne l'incarne pas.

La réunion d'antenne du 08/12/2025 en a été la parfaite illustration. En effet, la DPIP a été, à plusieurs reprises, en incapacité d'expliquer les décisions prises par la direction du SPIP. Face à l'étonnement partagé des personnels quant à l'absence de concertation entre la hiérarchie et l'équipe, elle a répondu « mais je vous en parle maintenant ». **Il lui a été renvoyé qu'annoncer n'est pas concerter. Les seuls arguments de la DPIP ont été du type « c'est comme ça ! ».**

De même, les changements de procédés ne sont ni explicités, ni contextualisés. Par exemple, la cheffe d'antenne a signifié par mail que les justificatifs des demandes de modifications horaires devraient désormais lui être transmis avant toute validation alors qu'auparavant cela n'était pas exigé, mais seulement indiqué dans le rapport. Il lui a été renvoyé un sentiment de perte de confiance envers les agents dont **la catégorie A est à géométrie variable**.

Sur la forme, les CPIP ne peuvent que constater qu'ils deviennent des copieurs-colleurs pour le confort de la hiérarchie et d'une magistrate. **La cheffe d'antenne a rétorqué aux CPIP « mais qu'est-ce que vous avez retenu de l'ENAP ? » et « avec 60 dossiers, vous pouvez bien enregistrer les justificatifs sur le commun ! ».** Ce type de propos remet en question notre professionnalisme et illustre à nouveau une méconnaissance totale des fonctions et de la charge de travail des CPIP dans un contexte d'augmentation des exigences de la direction quant aux champs transversaux et aux prises en charge collectives.

Autre exemple : sur l'identification des PPSMJ sans documents d'identité, et après avoir demandé à des CPIP de s'exposer dans le sas d'entrée pour les identifier, elle a rétorqué « on a des papiers d'identité dans ce pays ! ». Il a fallu lui rappeler les difficultés sociales de certains publics et l'existence de personnes en situation irrégulière. Pour tenter de sauver son argumentation, **elle a revisité le point Godwin et invoqué l'attentat du 7 janvier 2015 contre Charlie Hebdo** qui aurait eu lieu, selon elle, « alors qu'ils connaissaient les gens ».

Le meilleur pour la fin, lorsqu'une collègue a demandé à la cheffe d'antenne quelles étaient les suites de la remontée d'un mal-être général, deux mois plus tôt, sa réponse a été : « **on a pensé que tout était fini puisque la psychologue est passée dans les couloirs** » (It's a small small world...). Il lui a été renvoyé que le problème est collectif et non individuel. Sa réponse, après un silence gêné : « question suivante... »

Les équipes sont donc confrontées à une Direction incapable de se remettre en question, de plus en plus intolérante à la frustration, bunkerisée dans ses bureaux et ses certitudes, et qui n'a plus l'élémentaire politesse de saluer ses équipes. Les CPIP qui ne se résignerait pas à leur nouvelle condition de copieur-colleur auraient désormais le sentiment que « **réfléchir c'est commencer à désobéir** ».

Face au naufrage collectif qui s'annonce avec la multiplication des risques psychosociaux, **il est plus qu'urgent que la DFSPIP entende que son management autoritaire met à mal le collectif ainsi que les très grandes difficultés de la cheffe d'antenne d'Auxerre qui insécurisent les personnels dans leurs pratiques et leurs missions.**